MAIN BASSE DU KREMLIN SUR LE PETROLE

Un tsar nommé Poutine

Plusieurs richissimes oligarques sont dans le collimateur de la justice russe. Des poursuites qui semblent directement inspirées par le maître du Kremlin. Pour des raisons très politiques. Rares sont les étés paisibles en Russie, où une singulière loi des séries pèse sur la trêve estivale, réputée propice aux tentatives de putsch, crises et désastres en tout genre.

Cette année, le spectre de l'instabilité fait un retour en force avec l'offensive du parquet général contre Ioukos, puissant groupe pétrolier dont le patron, Mikhaïl Khodorkovski, 40 ans, est l'homme le plus riche de Russie, à la tête d'une fortune estimée par le magazine américain *Forbes* à quelque 8 milliards de dollars.

Le 2 juillet 2003, l'arrestation de son bras droit, Platon Lebedev, 43 ans — à la tête du holding Menatep, qui détient plus de 60% du capital de Ioukos — sonne l'alarme au sein de l'élite libérale. A ses côtés depuis près de quinze ans, ce banquier fort discret passe pour l'architecte d'un empire dont la cotation boursière dépassait les 30 milliards de dollars avant l'ouverture des hostilités.

Rappelons qu'entre 1995 et 1996 Khodorkovski a déboursé 350 millions de dollars, tout au plus, pour prendre le contrôle de cette ex-compagnie d'Etat.

Loin des pratiques opaques de l'époque, Ioukos dispose aujourd'hui d'une réputation flatteuse : "C'est la compagnie la mieux gérée de Russie, avance un consultant en poste à Moscou.

On lui cherche noise sur le versement de ses impôts — soit 24% des profits selon la loi. Elle n'en acquitterait guère plus de 10 à 12%, sans doute grâce à des montages off-shore performants. J'appelle ça de l'optimisation fiscale..." Les charges retenues contre Platon Lebedev renvoient aux privatisations douteuses des années 1990, boîte de Pandore que les milieux d'affaires, y compris les petites et moyennes entreprises, veulent à tout prix maintenir scellée. En substance, Lebedev est accusé d'avoir détourné en 1994 un paquet d'actions de la société Apatit, fabricant d'engrais, alors sous le contrôle de l'Etat, soit 283 millions de dollars. Désormais sous les verrous à la prison de Lefortovo, il est inculpé, entre autres, d'escroquerie à grande échelle et d'abus de confiance. "Nul doute qu'il n'en sortira pas de sitôt", avance un observateur étranger. En attendant, la presse russe a révélé l'existence d'une lettre adressée en avril dernier au Kremlin par le procureur général, Vladimir Oustinov, dont il ressort que "le parquet n'a pas de base" pour intervenir à propos d'Apatit.

Moins d'une dizaine de groupes privés ont la mainmise sur 85% des entreprises les plus lucratives du pays

A tout le moins, l'affaire a été préméditée en haut lieu. Par qui ? Des noms circulent. Ceux de Viktor Ivanov, un ancien du FSB (ex-KGB), et de Igor Sechine, un fidèle de Poutine depuis Saint-Pétersbourg, l'un et l'autre chefs adjoints de l'administration présidentielle. Ils appartiennent au clan dit des "tchékistes", qui étend son pouvoir dans l'ombre du chef de l'Etat, avec le soutien des siloviki, les troupes nombreuses des organes de sécurité.

A l'opposé, les anciens du réseau de Boris Eltsine résistent, arc-boutés sur une orientation libérale. Conséquence de l'affrontement : les actions de Ioukos, malmenées sur les marchés internationaux, entraînent avec elles la plupart des valeurs russes.

En progression constante depuis les premiers jours d'avril, l'indice RTS de la Bourse de Moscou s'est effondré de 14% durant les trois premières semaines de juillet.

Avec un zèle stakhanoviste, Oustinov et ses services multiplient les enquêtes pour crime économique, meurtre et tentative de meurtre visant des actionnaires ou des employés de la compagnie. Début août, on en compte huit, inédites ou non, la concurrence ressortant d'anciens litiges. A la tête du pétrolier public Rosneft, Sergueï Bogdantchikov compte parmi les adversaires les plus acharnés de Khodorkovski.

A l'approche des échéances électorales – législatives, puis présidentielle — les premières salves marquant l'ouverture de la chasse venaient d'être tirées.

"Le coup d'envoi n'a pu être donné sans l'aval du pouvoir, relève un diplomate. A mon sens, la réélection de Vladimir Poutine ne semble guère menacée.

En revanche, les partis pro-Kremlin auront fort à faire pour s'imposer à la Douma. Le manque d'enthousiasme à leur égard est flagrant dans les sondages. Cette fois, il est exclu de mobiliser l'électorat sur la guerre en Tchétchénie." De fait, la prétendue "normalisation" à la botte du Kremlin est dans l'impasse, les morts s'ajoutant aux morts — une cinquantaine encore lors d'un attentat suicide intervenu le 1er août. Dès lors, clouer au pilori un milliardaire au passé sulfureux apparaît électoralement plus rentable. En dehors de quelques cercles restreints, la plupart des Russes y trouveront sans doute matière à satisfaction, tant la grande prédation des années Eltsine reste symbole d'injustice. Sous Vladimir Poutine, hormis quelques personnages passés à la trappe — Vladimir Goussinski et Boris Berezovski — la répartition des richesses n'a guère varié. Moins d'une dizaine de groupes privés ont la mainmise sur 85% des entreprises les plus lucratives du pays, une soixantaine au total.

Au terme d'un pacte de non-ingérence en politique conclu avec le Kremlin, la caste a consolidé ses positions.

Seul Khodorkovski n'a pas craint de passer outre, finançant l'Union des forces de droite et Yabloko, formations minoritaires, libérale et centriste, au demeurant peu gênantes pour le Kremlin. Contrairement à des allégations persistantes, il nie avoir eu des contacts avec les communistes. Que cherche-t-il ? "Le seul véritable business en Russie, c'est la politique, et il en sera toujours ainsi", a-t-il lancé un jour.

Il assure vouloir se retirer de Ioukos en 2007, laissant la presse spéculer à loisir sur ses ambitions présidentielles en 2008.

Curieusement, en juin dernier, peu avant l'arrestation de Lebedev, un rapport émanant du Conseil de stratégie nationale (organisme apparu en 2002), mais rédigé par ses membres les plus inféodés au Kremlin, dénonçait le danger d'un "coup d'Etat rampant" fomenté par les oligarques à l'encontre de Vladimir Poutine, menacé d'une réduction de ses pouvoirs. Les auteurs de ce brûlot annoncent à présent leur décision de saisir la Cour constitutionnelle, à charge pour elle de se prononcer sur le caractère légal des privatisations.

Les investisseurs sont dans l'expectative

Les occurrences record de Ioukos, cité 25 fois dans le texte, n'ont pas échappé au politologue Vladimir Pribylovski, lequel relevait la mention à peine moins insistante, 22 fois, du pétrolier Sibneft — dont le patron, Roman Abramovitch, 36 ans, seconde fortune de Russie à hauteur de 5,7 milliards de dollars, serait désormais dans la ligne de mire du parquet. La fusion programmée entre Ioukos et Sibneft suscite appréhensions et convoitises.

Le futur groupe, dont Khodorkovski prendrait les commandes, se hissera au 4e rang mondial, avec une capacité de production de 2,3 millions de barils par jour, soit près de 30% du total russe. Il ne manque plus que l'accord du ministère antimonopole, procédure, murmure-t-on, qui risque d'être reportée sine die.

Dans l'expectative, les investisseurs étrangers et leurs partenaires russes attendent un signe du chef de l'Etat. "S'il prend fait et cause pour le parquet, ils en tireront des conclusions, poursuit le diplomate déjà cité. S'il choisit les oligarques, c'est son électorat qui lui tournera le dos." En attendant, "les plus puissants défenseurs des oligarques se trouvent aux Etats-Unis", assurent les analystes de Stratfor, site d'information stratégique. Au cœur de juillet, Khodorkovski s'est rendu à la conférence de Sun Valley (Idaho), rendez-vous de l'élite des affaires.

A Washington, il aurait été reçu par le vice-président Dick Cheney, par le secrétaire d'Etat à l'Energie Spencer Abraham, par Paul Wolfowitz, n°2 du Pentagone... Reste à savoir si la Russie sera un jour soluble dans le marché.

LSC

LE DEBAT EST OUVERT

Le Soir Corruption peut être joint par voie postale

Le Soir d'Algérie - Espace "Corruption"
Maison de la presse,
1, rue Bachir-Attar, Alger
Fax : 021 67.06.56
Internet : soir_corruption@hotmail

IOUKOS OU L'HISTOIRE DU HOLD-UP DU SIÈCLE

Le subterfuge des sociétés-écrans

La mainmise des proches de Poutine sur le pétrolier Ioukos alarme des Etats européens.

La mainmise, via une société-écran, de la compagnie d'Etat Rosneft, sur Yougansknefteg as, principale filiale de production du pétrolier Ioukos, confirme les pronostics les plus sombres sur la précarité de la propriété privée au sein du grand business russe.

Jugée illégale par un tribunal de Huston, cette vente aux enchères à un prix dévalué aboutit de facto à une renationalisation. Moins au profit de l'Etat que du clan à épaulettes qui en contrôle désormais les rouages. L'un de ses principaux représentants, Igor Setchine, n° 2 de l'administration présidentielle, a été parachuté en juillet 2004 à la tête de Rosneft. A Moscou, ce fidèle de Vladimir Poutine, issu comme lui de l'ex-KGB, passe pour l'un des plus virulents instigateurs de l'affaire Ioukos. Il serait au mieux avec le procureur général Oustinov, dont le fils cadet a épousé fin 2003 sa fille Inga.

La fusion annoncée de Gazprom, géant du gaz, et de Rosneft devrait, de source officielle, intervenir fin janvier, créant ainsi un holding public des hydrocarbures au service des ambitions néo-impériales du Kremlin. Pour l'heure, le dépeçage de Ioukos alarme plusieurs Etats européens, qui craignent de voir leurs actifs stratégiques à la merci du pouvoir russe.

En Lituanie, via l'une de ses filiales, Ioukos est actionnaire majoritaire de Mazeiku Nafta, qui contrôle, outre le terminal de Butinge, l'unique raffinerie des Etats baltes.

En Slovaquie, l'ex-empire de Mikhaïl Khodorkovski détient 49% de Transpetrol, le réseau national de pipelines. Bratislava est déterminé à racheter cette participation. Encore faut-il que Moscou y consente.

En Pologne, en Hongrie, des contrats à long terme de fourniture de brut risquent de ne plus être honorés.

LES DERIVES D'UN DIRIGISME SANS FOI NI LOI

Se jouer de l'Etat de droit

L'interventionnisme du Kremlin dans l'économie commence à inquiéter les investisseurs étrangers. Mais jusqu'où ira Poutine dans son acharnement contre Mikhaïl Khodorkovski, patron déchu et toujours en prison du premier groupe pétrolier russe Ioukos ?

En annonçant, le 13 octobre 2004, la vente prochaine à un prix bradé de la plus importante filiale de Ioukos — opération destinée à payer des amendes fiscales du groupe sans cesse révisées à la hausse — le Kremlin s'est joué une fois de plus sans vergogne de l'Etat de droit. Il accrédite ainsi l'idée qu'après la reprise en main politique du pays on assiste aujourd'hui en Russie à un tour de vis économique, voire un retour au dirigisme. En clair, l'ère des "renationalisations" n'a pas encore sonné, mais l'affaire Ioukos suscite un malaise croissant, tant elle révèle un pouvoir devenu "totalement arbitraire, de façon éhontée", dénonce Georges Sokoloff, économiste, conseiller au Centre français d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii).

Un malaise qui gagne du terrain, jusque dans les plus hautes sphères du pouvoir, comme le montre une interview très critique à l'égard du chef du Kremlin donnée par... son propre conseiller économique ! Pas étonnant dans ces conditions de voir la Russie reculer de la 8e à la 11e place au dernier classement d'attractivité pour les investisseurs étrangers réalisé par le cabinet AT Kearney.

Doit-on y voir un tournant dans l'image de Poutine auprès des hommes d'affaires étrangers ? "D'un côté, il a restauré la stabilité, mais de l'autre l'affaire Ioukos témoigne d'un interventionnisme inquiétant dans l'économie", explique Paul Laudicina, vice-président d'AT Kearney. Certes, cette méfiance ne se vérifie pas dans les chiffres : surfant sur une croissance de 7%, en grande partie alimentée par le prix galopant du baril de brut, la Russie aiguise l'appétit des étrangers, qui ont doublé leurs investissements l'an dernier (6,7 milliards de dollars).

"Il faut regarder de près les chiffres, nuance le consultant Paul Laudicina. La quasi-totalité des investissements étrangers se limite au secteur énergétique."

Inversement, les Russes ont renoué avec une habitude des années 1990 : la fuite des capitaux. Plus de 10 milliards de dollars se sont ainsi évadés depuis le début de l'année, contre 2,3 milliards en 2003. Autant de signaux qui devraient faire réfléchir les diplomates internationaux, au moment où la Russie frappe à la porte de l'Organisation mondiale du commerce.